

MADAGASCAR LESOTHO BOTSWANA CAMBODGE PORTUGAL TAÏWAN NIGER GUYANA  
ZAMBIE OUGANDA DANEMARK COMORES ANGOLA BARBADE ARY DE MACÉDOINE MAURITANIE  
JORDANIE ÎLE MAURICE TRINITÉ-ET-TOBAGO NICARAGUA ROYAUME-UNI AZERBAÏDJAN  
QATAR SOUDAN CHINE NIGERIA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE CROATIE SYRIE MACAO  
BIÉLORUSSIE ESTONIE AFRIQUE DU SUD THAÏLANDE CÔTE D'IVOIRE BHOUTAN HAÏTI  
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO BELGIQUE HONGRIE DJIBOUTI SOMALIE  
LETTONIE JAPON ALBANIE PAPOUASIE NOUVELLE GUINÉE PARAGUAY ÉRYTHRÉE  
RÉPUBLIQUE DE CENTRAFRIQUE AUSTRALIE JAMAÏQUE POLOGNE VIETNAM RWANDA PAYS-BAS  
HONG KONG GUINÉE ÉQUATORIALE MAROC COSTA RICA TIMOR ORIENTAL SLOVAQUIE  
MONTÉNÉGRO CAP VERT HONDURAS GUATEMALA ÎLES SALOMON NORVÈGE MALAWI  
KAZAKHSTAN NAMIBIE ÉQUATEUR CHYPRE YÉMEN ÉGYPTÉ NOUVELLE-ZÉLANDE CAMEROUN  
MYANMAR SÉNÉGAL INDONÉSIE SERBIE TADJIKISTAN MALAISIE SIERRA LEONE  
ÉMIRATS ARABES UNIS GUINÉE-BISSAU BRÉSIL MALTE PAKISTAN MALDIVES DOMINIQUE  
TURKMÉNISTAN ÉTATS-UNIS KIRGHIZISTAN BOSNIE HERZÉGOVINE ARABIE SAOUDITE  
ISRAËL TOGO LUXEMBOURG MOZAMBIQUE BURKINA FASO CORÉE (DU SUD)  
SINGAPOUR IRAK RÉPUBLIQUE TCHÈQUE OUZBÉKISTAN CANADA BOLIVIE  
CUBA IRAN ALLEMAGNE TURQUIE SEYCHELLES GRÈCE  
BURUNDI ESPAGNE ZIMBABWE ROUMANIE FINLANDE SWAZILAND GAMBIE COLOMBIE SUISSE  
RUSSIE KOSOVO URUGUAY PORTO RICO SALVADOR ARGENTINE IRLANDE BANGLADESH  
TUNISIE SUÈDE MONGOLIE PÉROU BRUNEI ARMÉNIE TCHAD MEXIQUE GÉORGIE LIBYE  
AUTRICHE ALGÉRIE ITALIE KOWEÏT LAOS BULGARIE SAMOA MOLDAVIE KIRIBATI INDE  
TONGA AFGHANISTAN BAHREÏN ÉTHIOPIE LIBAN ISLANDE MALI PANAMA SRI LANKA  
CHILI GUINÉE SLOVÉNIE VANUATU KENYA GABON UKRAINE OMAN BENIN VENEZUELA

Transparency International (TI) est une organisation internationale de la société civile au premier plan de la lutte contre la corruption. Grâce à ses 90 sections nationales dans le monde entier et son Secrétariat International basé à Berlin, en Allemagne, TI sensibilise l'opinion publique aux dangers de la corruption et travaille de concert avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile pour développer et mettre en oeuvre des mesures efficaces visant à enrayer la corruption.

[www.transparency.org](http://www.transparency.org)

Toute notre attention a été mise en oeuvre afin de vérifier l'exactitude des informations figurant dans ce rapport. À notre connaissance, toutes les informations figurant dans ce rapport étaient correctes en date d'octobre 2010. Toutefois, Transparency International ne pourra pas être tenu responsable des conséquences de l'usage de ces informations à toutes autres fins ou sous d'autres formes.

ISBN: 978-3-935711-61-6

©2010 Transparency International. Tous droits réservés.

Design: Sophie Everett

Imprimé sur du papier recyclé à 100%

## SOMMAIRE

---

RÉSULTATS 2010	2
QU'EST-CE QUE L'INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION?	4
FAITS 2010	5
VISUALISATION DE L'INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION	6
<b>RÉSULTATS PAR RÉGION</b>	
AMÉRIQUES	8
ASIE-PACIFIQUE	9
EUROPE ORIENTALE ET ASIE CENTRALE	10
UNION EUROPÉENNE ET L'EUROPE DE L'OUEST	11
MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	12
AFRIQUE SUB-SAHARIENNE	13
<b>ANNEXE A: PRÉSENTATION DE LA MÉTHODOLOGIE</b>	15
<b>ANNEXE B: SOURCES D'INFORMATION</b>	16

# LA TRANSPARENCE ET LA REDEVABILITÉ SONT ESSENTIELLES POUR RÉTABLIR LA CONFIANCE ET RENVERSER LA VAGUE DE CORRUPTION

Malgré l'investissement de sommes importantes par les divers gouvernements à travers le monde pour faire face aux problèmes les plus urgents allant de l'instabilité des marchés financiers au changement climatique et à la pauvreté, la corruption reste un obstacle pour accomplir des progrès vraiment nécessaires.

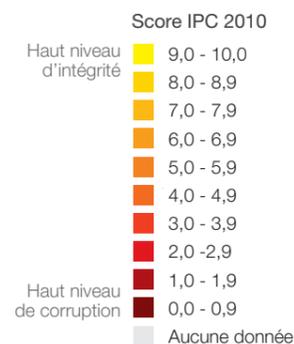
L'Indice de perception de la corruption 2010 montre que près des trois quarts des 178 pays de l'indice ont un score inférieur à 5, sur une échelle allant de 10 (haut niveau d'intégrité) à 0 (haut niveau de corruption). Ces résultats illustrent la gravité du problème de la corruption.

Pour relever ces défis, il est nécessaire que les gouvernements mettent en place des mesures anti-corruption dans toutes les sphères, depuis leurs réponses à la crise financière et au changement climatique jusqu'aux engagements de la communauté internationale à éradiquer la pauvreté. Transparency International plaide pour une mise en œuvre plus stricte de la Convention des Nations Unies contre la Corruption, la seule initiative internationale offrant un cadre permettant de mettre fin à la corruption.

Le Danemark, la Nouvelle-Zélande et Singapour se retrouvent en haut du tableau avec un score de 9,3, suivis de près par la Finlande et la Suède à 9,2. En bas du classement se trouve la Somalie, avec un score de 1,1, devancée de peu par le Myanmar et l'Afghanistan, qui obtiennent 1,4, et par l'Irak avec une note de 1,5.

On remarquera que parmi les pays dont le score a diminué depuis l'année dernière, certains font partie des plus affectés par une crise financière précipitée par le manque de transparence et d'intégrité. Parmi ceux dont le score a augmenté au cours de cette même période, l'absence générale des états appartenant à l'OCDE souligne le fait que toutes les nations doivent améliorer leurs mécanismes de bonne gouvernance.

Le message est clair : sur toute la planète, la transparence et la responsabilité sont essentielles pour restaurer la confiance et contrecarrer la vague de corruption. En l'absence de tels éléments, les solutions politiques mondiales à de nombreuses crises internationales sont en danger.



CLASSEMENT	PAYS / TERRITOIRE	SCORE	CLASSEMENT	PAYS / TERRITOIRE	SCORE
1	Danemark	9,3	30	Espagne	6,1
1	Nouvelle-Zélande	9,3	32	Portugal	6,0
1	Singapour	9,3	33	Botswana	5,8
4	Finlande	9,2	33	Porto Rico	5,8
4	Suède	9,2	33	Taiwan	5,8
6	Canada	8,9	36	Bhoutan	5,7
7	Pays-Bas	8,8	37	Malte	5,6
8	Australie	8,7	38	Brunei	5,5
8	Suisse	8,7	39	Corée (du Sud)	5,4
10	Norvège	8,6	39	Île Maurice	5,4
11	Islande	8,5	41	Costa Rica	5,3
11	Luxembourg	8,5	41	Oman	5,3
13	Hong Kong	8,4	41	Pologne	5,3
14	Irlande	8,0	44	Dominique	5,2
15	Autriche	7,9	45	Cap Vert	5,1
15	Allemagne	7,9	46	Lituanie	5,0
17	Barbade	7,8	46	Macao	5,0
17	Japon	7,8	48	Bahreïn	4,9
19	Qatar	7,7	49	Seychelles	4,8
20	Royaume-Uni	7,6	50	Hongrie	4,7
21	Chili	7,2	50	Jordanie	4,7
22	Belgique	7,1	50	Arabie Saoudite	4,7
22	États-Unis	7,1	53	République Tchèque	4,6
24	Uruguay	6,9	54	Koweït	4,5
25	France	6,8	54	Afrique du Sud	4,5
26	Estonie	6,5	56	Malaisie	4,4
27	Slovénie	6,4	56	Namibie	4,4
28	Chypre	6,3	56	Turquie	4,4
28	Émirats Arabes Unis	6,3	59	Lettonie	4,3
30	Israël	6,1	59	Slovaquie	4,3

CLASSEMENT	PAYS / TERRITOIRE	SCORE	CLASSEMENT	PAYS / TERRITOIRE	SCORE	CLASSEMENT	PAYS / TERRITOIRE	SCORE	CLASSEMENT	PAYS / TERRITOIRE	SCORE
59	Tunisie	4,3	91	Bosnie Herzégovine	3,2	116	Tanzanie	2,7	146	Népal	2,2
62	Croatie	4,1	91	Djibouti	3,2	116	Vietnam	2,7	146	Paraguay	2,2
62	ARY de Macédoine	4,1	91	Gambie	3,2	123	Arménie	2,6	146	Yémen	2,2
62	Ghana	4,1	91	Guatemala	3,2	123	Érythrée	2,6	154	Cambodge	2,1
62	Samoa	4,1	91	Kiribati	3,2	123	Madagascar	2,6	154	République de Centrafrique	2,1
66	Rwanda	4,0	91	Sri Lanka	3,2	123	Niger	2,6	154	Comores	2,1
67	Italie	3,9	91	Swaziland	3,2	127	Biélorussie	2,5	154	Congo-Brazzaville	2,1
68	Géorgie	3,8	98	Burkina Faso	3,1	127	Équateur	2,5	154	Congo-Brazzaville	2,1
69	Brésil	3,7	98	Égypte	3,1	127	Liban	2,5	154	Guinée-Bissau	2,1
69	Cuba	3,7	98	Mexique	3,1	127	Nicaragua	2,5	154	Kenya	2,1
69	Monténégro	3,7	101	République Dominicaine	3,0	127	Syrie	2,5	154	Laos	2,1
69	Roumanie	3,7	101	Sao Tomé-et-Principe	3,0	127	Timor Oriental	2,5	154	Papouasie Nouvelle Guinée	2,1
73	Bulgarie	3,6	101	Tonga	3,0	127	Ouganda	2,5	154	Russie	2,1
73	Salvador	3,6	101	Zambie	3,0	134	Azerbaïdjan	2,4	154	Tadjikistan	2,1
73	Panama	3,6	105	Algérie	2,9	134	Bangladesh	2,4	164	République Démocratique du Congo	2,0
73	Trinité-et-Tobago	3,6	105	Argentine	2,9	134	Honduras	2,4	164	Guinée	2,0
73	Vanuatu	3,6	105	Kazakhstan	2,9	134	Nigeria	2,4	164	Kirghizistan	2,0
78	Chine	3,5	105	Moldavie	2,9	134	Philippines	2,4	164	Kirghizistan	2,0
78	Colombie	3,5	105	Sénégal	2,9	134	Sierra Leone	2,4	164	Venezuela	2,0
78	Grèce	3,5	110	Benin	2,8	134	Togo	2,4	168	Angola	1,9
78	Lesotho	3,5	110	Bolivie	2,8	134	Ukraine	2,4	168	Guinée Équatoriale	1,9
78	Pérou	3,5	110	Gabon	2,8	134	Zimbabwe	2,4	170	Burundi	1,8
78	Serbie	3,5	110	Indonésie	2,8	143	Maldives	2,3	171	Tchad	1,7
78	Thaïlande	3,5	110	Kosovo	2,8	143	Mauritanie	2,3	172	Soudan	1,6
85	Malawi	3,4	110	Îles Salomon	2,8	143	Pakistan	2,3	172	Turkménistan	1,6
85	Maroc	3,4	116	Éthiopie	2,7	146	Cameroun	2,2	172	Ouzbékistan	1,6
87	Albanie	3,3	116	Guyana	2,7	146	Côte d'Ivoire	2,2	175	Irak	1,5
87	Inde	3,3	116	Mali	2,7	146	Haïti	2,2	176	Afghanistan	1,4
87	Jamaïque	3,3	116	Mongolie	2,7	146	Iran	2,2	176	Myanmar	1,4
87	Liberia	3,3	116	Mozambique	2,7	146	Libye	2,2	178	Somalie	1,1

## QU'EST-CE QUE L'INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION?

Transparency International définit la corruption comme étant l'abus à des fins privées d'un pouvoir reçu en délégation. Cette définition englobe les pratiques de corruption dans le secteur public ainsi que dans le secteur privé. L'Indice de perception de la corruption (IPC) classe les pays selon la perception de la corruption dans le secteur public. Il s'agit d'un indicateur composite qui associe différentes sources d'information sur la corruption, permettant ainsi d'établir des comparaisons entre les pays.

L'IPC 2010 s'appuie sur différentes évaluations et enquêtes d'opinions dans les entreprises, menées par des institutions indépendantes et reconnues<sup>1</sup>. Il contient des informations sur les aspects administratifs et politiques de la corruption. Plus généralement, les enquêtes et les évaluations utilisées pour élaborer cet indice comportent des questions relatives à la corruption des fonctionnaires, au versement de pots-de-vin dans le cadre d'attribution de marchés publics, aux détournements de fonds publics ou encore à d'autres questions pertinentes pour évaluer la vigueur et l'efficacité des efforts déployés par les pouvoirs publics en matière de lutte contre la corruption.

La condition pour qu'un pays/territoire soit inclus dans l'IPC, est qu'il soit évalué par au moins trois sources d'informations que TI utilise. Ainsi, l'inclusion d'un pays/territoire dans cet indice n'est pas une indication de l'existence de corruption, mais dépend uniquement des informations disponibles.

L'IPC se fonde sur des perceptions car la corruption – tant sa fréquence que son intensité – est dans une large mesure une pratique dissimulée qu'il est difficile de mesurer. Au fil du temps, il s'est avéré que les perceptions permettent d'établir une estimation fiable de la corruption. Si l'évaluation de scandales, enquêtes ou poursuites offre accès à des données qui ne sont pas assujetties à des perceptions, elle reflète moins la prévalence de la corruption dans un pays donné que celle d'autres facteurs, comme la liberté de la presse ou l'efficacité du système judiciaire. TI considère qu'il est d'une importance critique de mesurer à la fois la corruption et l'intégrité, et ce dans les secteurs publics et privés au niveau mondial, national et local<sup>2</sup>. L'IPC est donc l'un des nombreux outils d'évaluation qu'utilise TI pour servir la lutte contre la corruption.

<sup>1</sup>Pour des informations détaillées sur les sources d'information, veuillez consulter l'annexe B et notre site web : [www.transparency.org/CPI](http://www.transparency.org/CPI) (anglais seulement)

<sup>2</sup> On peut citer par exemple les évaluations « National Integrity System », qui mesurent le degré d'intégrité, de transparence et de responsabilité au sein des institutions de lutte contre la corruption, et le « Bribe Payers Index », qui évalue des avis d'experts sur le versement de pots-de-vin de l'étranger.

## FAITS 2010

L'IPC 2010 évalue la perception du niveau de corruption au sein du secteur public dans 178 pays à travers le monde. Il note les pays à partir d'une échelle allant de 10 (haut niveau d'intégrité) à 0 (haut niveau de corruption).

Les résultats 2010 sont tirés de 13 enquêtes et évaluations publiées entre janvier 2009 et septembre 2010.

L'IPC 2010 couvre deux pays de moins que l'édition de l'année dernière. Ce léger changement résulte de l'ajustement de sources individuelles concernant le nombre de pays qu'elles évaluent. Ces ajustements vis-à-vis des pays concernés ont permis d'inclure le Kosovo pour la première fois, mais ont mené à l'exclusion de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi que du Surinam, pays pour lesquels seules deux sources d'informations étaient disponibles cette année.

Étant donné la méthodologie employée, l'IPC n'est pas un outil qui convient aux analyses de tendance, ni au suivi de l'évolution de la perception des niveaux de corruption au fil du temps pour tous les pays. Les différents résultats enregistrés par un pays/territoire d'une année à l'autre peuvent résulter d'un changement des perceptions des performances d'un pays, d'une modification des méthodes de classement fourni par les sources originales ou de changements de méthodologie résultant des efforts de TI pour améliorer l'indice.

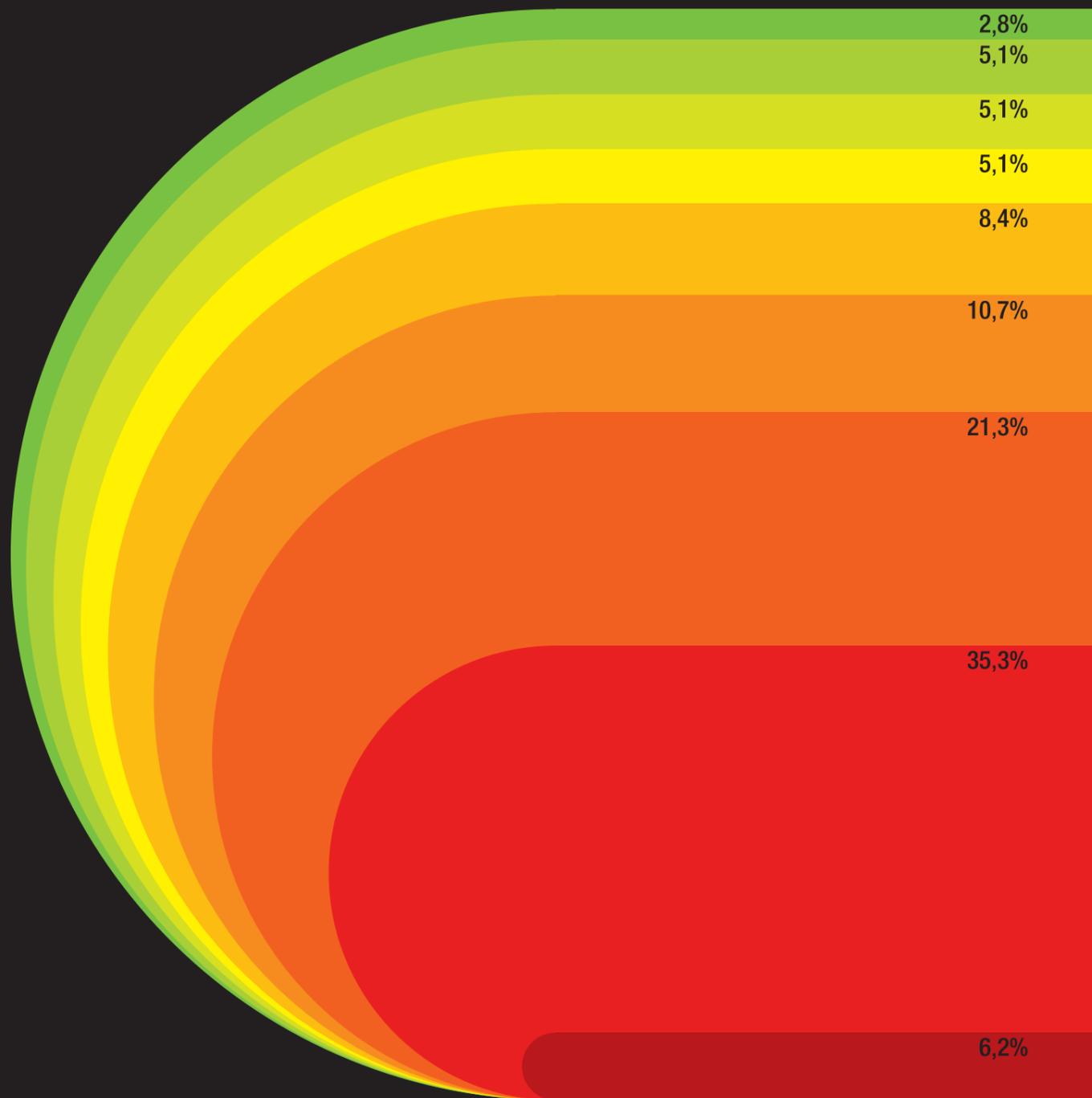
Lorsqu'un pays figure dans une ou plusieurs sources de données spécifiques pour les deux derniers IPC (IPC 2009 et IPC 2010), ces sources peuvent être utilisées pour identifier un éventuel changement dans la perception des niveaux de corruption dans ce pays par rapport à l'année précédente. TI a utilisé cette approche en 2010 pour évaluer la progression des pays en ce qui concerne la perception de la corruption par rapport à l'année précédente. Ces évaluations utilisent deux critères:

(a) il y a un changement d'année en année d'au moins 0,3 point dans le score IPC d'un pays,

(b) l'existence et tendance de ce changement est confirmée par plus de la moitié des sources de données concernant ce pays.

En se fondant sur ces critères, les pays suivants ont montré une évaluation positive entre 2009 et 2010 : Bhoutan, Chili, Équateur, ARY de Macédoine, Gambie, Haïti, Jamaïque, Koweït et Qatar. Les pays suivants ont enregistré une détérioration entre 2009 et 2010 : République Tchèque, Grèce, Hongrie, Italie, Madagascar, Niger et États-Unis.

# VISUALISATION DE L'INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION



DANEMARK NOUVELLE-ZÉLANDE SINGAPOUR FINLANDE SUÈDE

CANADA PAYS-BAS AUSTRALIE SUISSE NORVÈGE  
ISLANDE LUXEMBOURG HONG KONG IRLANDE

AUTRICHE ALLEMAGNE BARBADE JAPON QATAR  
ROYAUME-UNI CHILI BELGIQUE ÉTATS-UNIS

URUGUAY FRANCE ESTONIE SLOVÉNIE CHYPRE  
ÉMIRATS ARABES UNIS ISRAËL ESPAGNE PORTUGAL

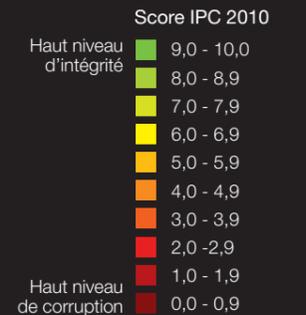
BOTSWANA PORTO RICO TAÏWAN BHOUTAN MALTE  
BRUNEI CORÉE (DU SUD) ÎLE MAURICE COSTA RICA  
OMAN POLOGNE DOMINIQUE CAP VERT LITUANIE MACAO

BAHREÏN SEYCHELLES HONGRIE JORDANIE ARABIE SAOUDITE  
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE KOWEÏT AFRIQUE DU SUD MALAISIE  
NAMIBIE TURQUIE LETTONIE SLOVAQUIE TUNISIE CROATIE  
ARY DE MACÉDOINE GHANA SAMOA RWANDA

ITALIE GÉORGIE BRÉSIL CUBA MONTÉNÉGRRO ROUMANIE  
BULGARIE SALVADOR PANAMA TRINITÉ-ET-TOBAGO VANUATU  
CHINE COLOMBIE GRÈCE LESOTHO PÉROU SERBIE THAÏLANDE  
MALAWI MAROC ALBANIE INDE JAMAÏQUE LIBERIA  
BOSNIE HERZÉGOVINE DJIBOUTI GAMBIE GUATEMALA KIRIBATI  
SRI LANKA SWAZILAND BURKINA FASO ÉGYPTE MEXIQUE  
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE TONGA ZAMBIE

ALGÉRIE ARGENTINE KAZAKHSTAN MOLDAVIE SÉNÉGAL BENIN  
BOLIVIE GABON INDONÉSIE KOSOVO ÎLES SALOMON ETHIOPIE  
GUYANA MALI MONGOLIE MOZAMBIQUE TANZANIE VIETNAM  
ARMÉNIE ÉRYTHRÉE MADAGASCAR NIGER BIÉLORUSSIE  
ÉQUATEUR LIBAN NICARAGUA SYRIE TIMOR ORIENTAL  
OUGANDA AZERBAÏDJAN BANGLADESH HONDURAS NIGERIA  
PHILIPPINES SIERRA LEONE TOGO UKRAINE ZIMBABWE  
MALDIVES MAURITANIE PAKISTAN CAMEROUN CÔTE D'IVOIRE  
HAÏTI IRAN LIBYE NEPAL PARAGUAY YEMEN CAMBODGE  
RÉPUBLIQUE DE CENTRAFRIQUE COMORES CONGO-BRAZZAVILLE  
GUINÉE-BISSAU KENYA LAOS PAPOUASIE NOUVELLE GUINÉE  
RUSSIE TADJIKISTAN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO  
GUINÉE KIRGHIZISTAN VENEZUELA

ANGOLA GUINÉE ÉQUATORIALE BURUNDI TCHAD SOUDAN  
TURKMENISTAN OUZBEKISTAN IRAK AFGHANISTAN MYANMAR SOMALIE



Les pays sont présentés par ordre de classement.  
Veuillez vous référer à la liste en page 2 pour le score et le rang précis de chaque pays.

## RÉSULTATS PAR REGION: AMÉRIQUES

CLASSEMENT	CLASSEMENT RÉGIONAL	PAYS / TERRITOIRE	SCORE IPC 2010	INTERVALLE DE CONFIANCE DE 90%*		ENQUÊTES UTILISÉES
				LIMITE INFÉRIEURE	LIMITE SUPÉRIEURE	
6	1	Canada	8,9	8,7	9,0	6
17	2	Barbade	7,8	7,1	8,5	4
21	3	Chili	7,2	7,0	7,4	7
22	4	États-Unis	7,1	6,5	7,7	8
24	5	Uruguay	6,9	6,5	7,1	5
33	6	Porto Rico	5,8	5,3	6,4	4
41	7	Costa Rica	5,3	4,7	6,0	5
44	8	Dominique	5,2	4,7	5,8	3
69	9	Brésil	3,7	3,2	4,3	7
69	9	Cuba	3,7	2,6	5,1	3
73	11	Salvador	3,6	3,4	3,8	5
73	11	Panama	3,6	3,2	4,1	5
73	11	Trinité-et-Tobago	3,6	3,0	4,3	4
78	14	Colombie	3,5	3,2	4,0	7
78	14	Pérou	3,5	3,4	3,6	7
87	16	Jamaïque	3,3	3,0	3,4	5
91	17	Guatemala	3,2	3,0	3,4	5
98	18	Mexique	3,1	2,9	3,3	7
101	19	République Dominicaine	3,0	2,7	3,2	5
105	20	Argentine	2,9	2,6	3,2	7
110	21	Bolivie	2,8	2,5	3,1	6
116	22	Guyana	2,7	2,6	2,8	4
127	23	Équateur	2,5	2,2	2,7	5
127	23	Nicaragua	2,5	2,2	2,7	6
134	25	Honduras	2,4	2,2	2,7	6
146	26	Haïti	2,2	2,1	2,3	3
146	26	Paraguay	2,2	1,9	2,5	5
164	28	Venezuela	2,0	1,8	2,1	7

\*L'intervalle de confiance reflète la précision des scores IPC. Il correspond à l'intervalle de valeurs à l'intérieur duquel le score IPC est le plus susceptible d'appartenir. Plus l'intervalle de confiance est large, moins le score est précis.

## ASIE-PACIFIQUE

CLASSEMENT	CLASSEMENT RÉGIONAL	PAYS / TERRITOIRE	SCORE IPC 2010	INTERVALLE DE CONFIANCE DE 90%		ENQUÊTES UTILISÉES
				LIMITE INFÉRIEURE	LIMITE SUPÉRIEURE	
1	1	Nouvelle-Zélande	9,3	9,2	9,5	6
1	1	Singapour	9,3	9,2	9,4	9
8	3	Australie	8,7	8,3	9,0	8
13	4	Hong Kong	8,4	8,1	8,7	8
17	5	Japon	7,8	7,5	8,2	8
33	6	Taiwan	5,8	5,5	6,2	9
36	7	Bhoutan	5,7	5,1	6,2	4
38	8	Brunei	5,5	4,7	6,1	3
39	9	Corée (du Sud)	5,4	5,1	5,7	9
46	10	Macao	5,0	3,4	5,8	3
56	11	Malaisie	4,4	3,9	4,9	9
62	12	Samoa	4,1	3,4	4,7	3
73	13	Vanuatu	3,6	2,3	5,8	3
78	14	Chine	3,5	3,0	4,0	9
78	14	Thaïlande	3,5	3,2	3,9	9
87	16	Inde	3,3	3,0	3,5	10
91	17	Kiribati	3,2	2,3	4,7	3
91	17	Sri Lanka	3,2	2,9	3,6	7
101	19	Tonga	3,0	2,6	3,3	3
110	20	Indonésie	2,8	2,3	3,2	9
110	20	Îles Salomon	2,8	2,3	3,4	3
116	22	Mongolie	2,7	2,4	3,0	6
116	22	Vietnam	2,7	2,4	3,1	9
127	24	Timor Oriental	2,5	2,1	2,8	5
134	25	Bangladesh	2,4	1,9	3,0	7
134	25	Philippines	2,4	2,1	2,7	9
143	27	Maldives	2,3	1,7	2,7	3
143	27	Pakistan	2,3	2,1	2,6	7
146	29	Népal	2,2	1,9	2,5	6
154	30	Cambodge	2,1	1,9	2,2	9
154	30	Laos	2,1	1,6	2,6	4
154	30	Papouasie Nouvelle Guinée	2,1	1,8	2,5	5
176	33	Afghanistan	1,4	1,2	1,6	4
176	33	Myanmar	1,4	0,9	1,9	3

## EUROPE ORIENTALE ET ASIE CENTRALE

CLASSEMENT	CLASSEMENT RÉGIONAL	PAYS / TERRITOIRE	SCORE IPC 2010	INTERVALLE DE CONFIANCE DE 90%		ENQUÊTES UTILISÉES
				LIMITE INFÉRIEURE	LIMITE SUPÉRIEURE	
56	1	Turquie	4,4	4,0	4,8	7
62	2	Croatie	4,1	3,7	4,5	8
62	2	ARY de Macédoine	4,1	3,7	4,5	5
68	4	Géorgie	3,8	3,0	4,7	7
69	5	Monténégro	3,7	3,1	4,3	5
78	6	Serbie	3,5	3,1	3,9	6
87	7	Albanie	3,3	3,0	3,6	6
91	8	Bosnie Herzégovine	3,2	2,8	3,5	7
105	9	Kazakhstan	2,9	2,2	3,7	8
105	9	Moldavie	2,9	2,7	3,2	6
110	11	Kosovo	2,8	2,7	3,1	3
123	12	Arménie	2,6	2,5	2,8	7
127	13	Biélorussie	2,5	2,1	3,1	3
134	14	Azerbaïdjan	2,4	2,1	2,7	7
134	14	Ukraine	2,4	2,1	2,6	8
154	16	Russie	2,1	1,9	2,3	8
154	16	Tadjikistan	2,1	1,7	2,5	7
164	18	Kirghizistan	2,0	1,8	2,3	7
172	19	Turkménistan	1,6	1,4	1,8	3
172	19	Ouzbékistan	1,6	1,5	1,7	6

## UNION EUROPÉENNE ET L'EUROPE DE L'OUEST

CLASSEMENT	CLASSEMENT RÉGIONAL	PAYS / TERRITOIRE	SCORE IPC 2010	INTERVALLE DE CONFIANCE DE 90%		ENQUÊTES UTILISÉES
				LIMITE INFÉRIEURE	LIMITE SUPÉRIEURE	
1	1	Danemark	9,3	9,1	9,4	6
4	2	Finlande	9,2	9,1	9,3	6
4	2	Suède	9,2	9,1	9,4	6
7	4	Pays-Bas	8,8	8,7	9,0	6
8	5	Suisse	8,7	8,3	9,1	6
10	6	Norvège	8,6	8,1	9,0	6
11	7	Islande	8,5	7,7	9,2	5
11	7	Luxembourg	8,5	8,0	8,9	5
14	9	Irlande	8,0	7,7	8,3	6
15	10	Autriche	7,9	7,4	8,4	6
15	10	Allemagne	7,9	7,5	8,3	6
20	12	Royaume-Uni	7,6	7,3	7,9	6
22	13	Belgique	7,1	6,9	7,2	6
25	14	France	6,8	6,4	7,2	6
26	15	Estonie	6,5	6,1	6,8	8
27	16	Slovénie	6,4	5,9	6,8	8
28	17	Chypre	6,3	6,0	6,6	4
30	18	Espagne	6,1	5,7	6,5	6
32	19	Portugal	6,0	5,4	6,7	6
37	20	Malte	5,6	5,3	5,8	3
41	21	Pologne	5,3	5,0	5,5	8
46	22	Lituanie	5,0	4,4	5,5	8
50	23	Hongrie	4,7	3,9	5,5	8
53	24	République Tchèque	4,6	4,1	5,1	8
59	25	Lettonie	4,3	3,7	4,8	6
59	25	Slovaquie	4,3	3,8	4,9	8
67	27	Italie	3,9	3,5	4,4	6
69	28	Roumanie	3,7	3,3	4,2	8
73	29	Bulgarie	3,6	3,2	4,0	8
78	30	Grèce	3,5	3,1	3,9	6

## MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

CLASSEMENT	CLASSEMENT RÉGIONAL	PAYS / TERRITOIRE	SCORE IPC 2010	INTERVALLE DE CONFIANCE DE 90%		ENQUÊTES UTILISÉES
				LIMITE INFÉRIEURE	LIMITE SUPÉRIEURE	
19	1	Qatar	7,7	6,6	8,6	7
28	2	Émirats Arabes Unis	6,3	5,4	7,3	5
30	3	Israël	6,1	5,7	6,6	6
41	4	Oman	5,3	4,1	6,4	5
48	5	Bahreïn	4,9	4,1	5,7	5
50	6	Jordanie	4,7	4,0	5,5	7
50	6	Arabie Saoudite	4,7	3,3	6,0	5
54	8	Koweït	4,5	3,3	5,9	5
59	9	Tunisie	4,3	3,0	5,6	6
85	10	Maroc	3,4	2,9	3,9	6
91	11	Djibouti	3,2	2,1	4,7	3
98	12	Égypte	3,1	2,9	3,4	6
105	13	Algérie	2,9	2,6	3,2	6
127	14	Liban	2,5	2,0	2,9	4
127	14	Syrie	2,5	2,1	2,8	5
146	16	Iran	2,2	1,6	3,1	4
146	16	Libye	2,2	2,0	2,4	6
146	16	Yémen	2,2	2,0	2,5	4
175	19	Irak	1,5	1,2	1,9	3

## AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

CLASSEMENT	CLASSEMENT RÉGIONAL	PAYS / TERRITOIRE	SCORE IPC 2010	INTERVALLE DE CONFIANCE DE 90%		ENQUÊTES UTILISÉES
				LIMITE INFÉRIEURE	LIMITE SUPÉRIEURE	
33	1	Botswana	5,8	5,4	6,2	6
39	2	Île Maurice	5,4	4,9	5,9	6
45	3	Cap Vert	5,1	4,1	6,1	4
49	4	Seychelles	4,8	3,0	6,8	3
54	5	Afrique du Sud	4,5	4,1	4,8	8
56	6	Namibie	4,4	3,9	4,9	6
62	7	Ghana	4,1	3,4	4,7	7
66	8	Rwanda	4,0	3,2	5,1	5
78	9	Lesotho	3,5	2,8	4,4	6
85	10	Malawi	3,4	2,8	3,9	7
87	11	Liberia	3,3	2,7	3,9	4
91	12	Gambie	3,2	1,9	4,4	5
91	12	Swaziland	3,2	3,1	3,4	4
98	14	Burkina Faso	3,1	2,4	3,8	6
101	15	Sao Tomé-et-Principe	3,0	2,6	3,3	3
101	15	Zambie	3,0	2,7	3,3	7
105	17	Sénégal	2,9	2,6	3,1	7
110	18	Benin	2,8	2,3	3,3	6
110	18	Gabon	2,8	2,1	3,3	3
116	20	Éthiopie	2,7	2,4	2,9	7
116	20	Mali	2,7	2,2	3,2	6
116	20	Mozambique	2,7	2,4	3,0	7
116	20	Tanzanie	2,7	2,4	2,9	7
123	24	Érythrée	2,6	1,7	3,7	4
123	24	Madagascar	2,6	2,2	2,9	6
123	24	Niger	2,6	2,3	2,9	4
127	27	Ouganda	2,5	2,1	2,9	7
134	28	Nigeria	2,4	2,2	2,7	7
134	28	Sierra Leone	2,4	2,1	2,6	5
134	28	Togo	2,4	1,8	3,0	4
134	28	Zimbabwe	2,4	1,8	3,0	7
143	32	Mauritanie	2,3	1,9	2,7	6
146	33	Cameroun	2,2	2,0	2,4	7
146	33	Côte d'Ivoire	2,2	1,9	2,5	7

Afrique subsaharienne suite au verso.

CLASSEMENT	CLASSEMENT RÉGIONAL	PAYS / TERRITOIRE	SCORE IPC 2010	INTERVALLE DE CONFIANCE DE 90%		ENQUÊTES UTILISÉES
				LIMITE INFÉRIEURE	LIMITE SUPÉRIEURE	
154	35	République de Centrafrique	2,1	2,0	2,3	4
154	35	Comores	2,1	1,7	2,6	3
154	35	Congo-Brazzaville	2,1	1,9	2,3	5
154	35	Guinée-Bissau	2,1	2,0	2,1	3
154	35	Kenya	2,1	2,0	2,3	7
164	40	République Démocratique du Congo	2,0	1,7	2,3	4
164	40	Guinée	2,0	1,8	2,2	5
168	42	Angola	1,9	1,8	2,0	6
168	42	Guinée Équatoriale	1,9	1,7	2,1	3
170	44	Burundi	1,8	1,6	2,0	6
171	45	Tchad	1,7	1,6	1,9	6
172	46	Soudan	1,6	1,4	1,9	5
178	47	Somalie	1,1	0,9	1,4	3

## ANNEXE A: PRÉSENTATION DE LA MÉTHODOLOGIE

L'Indice de Perception de la Corruption (IPC) est un indice composite qui rassemble des données issues de sources couvrant les deux dernières années. L'IPC 2010 inclut donc des enquêtes publiées entre janvier 2009 et septembre 2010.

### SOURCES DE DONNÉES:

- L'IPC 2010 est calculé à partir de données issues de 13 sources provenant de 10 institutions indépendantes. Toutes ces sources mesurent le degré général de corruption (fréquence et/ou importance des pots-de-vin) dans l'administration publique et la classe politique. Toutes les sources fournissent également un classement des pays, c'est-à-dire qu'elles comprennent une évaluation de plusieurs pays.
- L'évaluation du degré de corruption dans les pays/territoires est effectuée par deux groupes : des experts vis-à-vis de ce pays, à la fois résidents et non-résidents de ce dernier, et des chefs d'entreprises. Dans le cadre de l'IPC 2010, les sept sources suivantes ont fourni des données basées sur des analyses d'experts : la Banque Africaine de Développement, Banque Asiatique de Développement, Fondation Bertelsmann, Economist Intelligence Unit, Freedom House, Global Insight et la Banque Mondiale. Trois sources pour l'IPC 2010 reflètent les évaluations par les chefs d'entreprise résidents de leur propre pays : l'IMD, Political and Economic Risk Consultancy et le Forum Économique Mondial.
- Pour les sources de l'IPC qui sont des enquêtes, et dont plusieurs années de la même enquête sont disponibles, les données des deux dernières années sont prises en compte.
- Pour les sources qui indiquent des scores fournis par des experts (agences de risques/analystes des pays), seule la dernière publication de l'évaluation est prise en compte, étant donné que ces scores sont généralement revus par des pairs, et varient très peu d'année en année.

### ÉTAPES DE CALCUL DE L'IPC:

1. La première étape pour calculer l'IPC consiste à standardiser les données fournies par les différentes sources (c'est-à-dire, les traduire sur une échelle commune). On utilise pour ce faire la méthode des percentiles. Cette technique utilise les classements établis par chacune des sources individuelles. Cela est utile pour combiner des sources dont la répartition est différente. Même si cela entraîne une perte d'information, cette technique permet en revanche que tous les scores rapportés restent dans les limites de l'IPC, c'est-à-dire compris entre 0 et 10.
2. La seconde étape consiste à effectuer une « bêta-transformation » des scores standardisés. Cela augmente l'écart-type entre tous les pays de l'IPC et permet de différencier plus précisément les pays qui semblent obtenir des scores similaires.
3. Enfin, les scores IPC sont déterminés en établissant la moyenne de toutes les valeurs standardisées pour chaque pays.

### RÉSULTATS:

- Le score et le classement IPC sont accompagnés d'un certain nombre de source, des valeurs maximales et minimales attribuées à chaque pays par les sources de données, de l'écart-type et de l'intervalle de confiance pour chaque pays.
- L'intervalle de confiance est déterminé par ce qu'on appelle la méthodologie bootstrap (non-paramétrique), qui permet de tirer des déductions sur la précision sous-jacente des résultats. Un intervalle de confiance de 90 pourcent est ensuite établi, avec cinq pourcent de probabilité que la valeur soit inférieure à l'intervalle de confiance, et cinq pourcent qu'elle lui soit supérieure.

*Pour une explication plus détaillée de la méthode utilisée pour calculer l'IPC, veuillez consulter le site : [www.transparency.org/cpi](http://www.transparency.org/cpi) (anglais seulement)*

## ANNEXE B: SOURCES D'INFORMATION

NUMÉRO	1	2	3
<b>ABRÉVIATION</b>	BAD	BAD	FB
<b>SOURCE</b>	Banque Asiatique de Développement	Banque Africaine de Développement	Fondation Bertelsmann
<b>NOM</b>	Evaluation des performances du pays	Évaluations des politiques et des institutions du pays	Indice de transformation de Bertelsmann
<b>ANNÉE DE PUBLICATION</b>	2010	2010	2009
<b>INTERNET</b>	<a href="http://www.adb.org/Documents/Reports/Country-Performance-Assessment-Exercise/default.asp">www.adb.org/Documents/Reports/Country-Performance-Assessment-Exercise/default.asp</a>	<a href="http://www.afdb.org/pls/portal/url/ITEM/5008432D529957FAE040C00A0C3D3A86">www.afdb.org/pls/portal/url/ITEM/5008432D529957FAE040C00A0C3D3A86</a>	<a href="http://www.bertelsmann-transformation-index.de/english">www.bertelsmann-transformation-index.de/english</a>
<b>QUI A ÉTÉ INTERROGÉ?</b>	Équipes dans les pays, experts internes et externes à la banque	Équipes dans les pays, experts internes et externes à la banque	Réseau de correspondants locaux et d'experts internes et externes à l'organisation
<b>QUESTIONS POSÉES</b>	Transparence, responsabilité et corruption dans le secteur public	Transparence, responsabilité et corruption dans le secteur public	La capacité du gouvernement à punir et à empêcher la corruption
<b>NOMBRE DE RÉPONSES</b>	Non applicable	Non applicable	Non applicable
<b>COUVERTURE</b>	28 pays (éligibles au financement par le Fonds asiatique de développement)	53 pays	128 pays parmi les moins développés et en en transition

NUMÉRO	4	5	6
<b>ABRÉVIATION</b>	IPCA	EIU	FH
<b>SOURCE</b>	Banque Mondiale (IDA and BIRD)	Economist Intelligence Unit	Freedom House
<b>NOM</b>	Evaluation des politiques et institutions d'un pays	Service des risques et prévision d'un pays	Nations en transition
<b>ANNÉE DE PUBLICATION</b>	2010	2010	2010
<b>INTERNET</b>	<a href="http://go.worldbank.org/S2THW11X60">http://go.worldbank.org/S2THW11X60</a>	<a href="http://www.eiu.com">www.eiu.com</a>	<a href="http://www.freedomhouse.hu/index.php?option=com_content&amp;task=view&amp;id=196">www.freedomhouse.hu/index.php?option=com_content&amp;task=view&amp;id=196</a>
<b>QUI A ÉTÉ INTERROGÉ?</b>	Équipes dans les pays, experts internes et externes à la banque	Enquêtes d'experts	Enquêtes d'experts nés ou résidents dans le pays évalué
<b>QUESTIONS POSÉES</b>	Transparence, redevabilité et corruption dans le secteur public	L'abus d'une charge publique pour un gain privé (ou celui d'un parti politique) : notamment corruption dans les marchés publics, détournements de fonds, corruption dans les services publics et poursuites à l'encontre de fonctionnaires	L'envergure de la corruption au sein des gouvernements, telle que perçue par le public et rapportée par les médias, ainsi que la mise en place d'initiatives anti-corruption.
<b>NOMBRE DE RÉPONSES</b>	Non applicable	Non applicable	Non applicable
<b>COUVERTURE</b>	77 pays (éligibles au financement de l'IDA)	135 pays	29 pays/territoires

NUMÉRO	7	8	9
ABRÉVIATION	GI	IMD	
SOURCE	Global Insight	IMD International, Suisse, World Competitiveness Center	
NOM	Country Risk Ratings	IMD World Competitiveness Yearbook	
ANNÉE DE PUBLICATION	2010	2009	2010
INTERNET	www.globalinsight.com	www.imd.ch/wcc	
QUI A ÉTÉ INTERROGÉ?	Enquêtes d'experts	Cadres de directions supérieurs et intermédiaires dans des entreprises nationales et internationales	
QUESTIONS POSÉES	La probabilité d'être confronté à des agents publics officiels corrompus, allant de la petite corruption bureaucratique à la grande corruption politique	Cadre Institutionnel de Catégorisation – Efficacité de l'État : « pots-de-vin et la corruption existent/ n'existent pas »	
NOMBRE DE RÉPONSES	Non applicable	3960	
COUVERTURE	201 pays	57 pays	58 pays

NUMÉRO	10	11
ABRÉVIATION	PERC	
SOURCE	Political & Economic Risk Consultancy	
NOM	Asian Intelligence Newsletter	
ANNÉE DE PUBLICATION	2009	2010
INTERNET	www.asiarisk.com	
QUI A ÉTÉ INTERROGÉ?	Cadres supérieurs expatriés	
QUESTIONS POSÉES	Selon vous, quelle est la gravité du problème de la corruption dans le secteur public?	
NOMBRE DE RÉPONSES	1750	2174
COUVERTURE	16 pays	16 pays

NUMÉRO	12	13
ABRÉVIATION	WEF	WEF
SOURCE	Forum Économique Mondial	
NOM	Global Competitiveness Report	
ANNÉE DE PUBLICATION	2009	2010
INTERNET	www.weforum.org	
QUI A ÉTÉ INTERROGÉ?	Cadres supérieurs, entreprises nationales et internationales	
QUESTIONS POSÉES	Les paiements supplémentaires illégaux ou pots-de-vin liés aux 1) exports et imports, 2) services publics, 3) perception des impôts, 4) contrats publics et 5) décisions judiciaires sont courantes/n'ont jamais lieu	
NOMBRE DE RÉPONSES	Plus de 12 000	Plus de 13 000
COUVERTURE	133 pays	139 pays

Transparency International  
Secrétariat International  
Alt-Moabit 96  
10559 Berlin  
Allemagne

Téléphone: +49 - 30 - 34 38 200  
Fax: +49 - 30 - 34 70 39 12

[ti@transparency.org](mailto:ti@transparency.org)  
[www.transparency.org](http://www.transparency.org)